

Pouvoir d'achat: vers une baisse sans précédent depuis 1996  
 Laurent Mauduit et Vincent Truffy, *Mediapart*, 25 Mars 2010

Une reprise économique poussive, des destructions d'emploi qui persistent, un chômage qui explose: la nouvelle «*Note de conjoncture*» publiée mercredi 25 mars dans la soirée par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) n'apporte malheureusement que des mauvaises nouvelles. Mais elles étaient pour l'essentiel connues car ces prévisions sont très proches des simulations précédentes de l'institut, établies en décembre 2009.

A un détail près, toutefois, qui retient fortement l'attention : les derniers calculs des statisticiens mettent en évidence qu'en ce début d'année 2010, le pouvoir d'achat des ménages pourrait baisser, ce qui serait sans précédent depuis 1996. Et ce qui serait même historique puisque, depuis 1960, c'est-à-dire depuis un demi-siècle, de telles baisses n'ont été observées qu'à six reprises.

Certes, pour qui lit rapidement cette note de conjoncture, cette baisse du pouvoir d'achat ne saute pas aux yeux. Quand on examine les tableaux fournis par l'Insee pour étayer sa prévision, on pourrait même être enclin à penser que le pouvoir d'achat des ménages ne s'en tire pas trop mal en ces temps de tempête économique.

Tableau 1

**Revenu disponible brut des ménages**

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2008		2009		2010	2007	2008	2009
	S1	S2	S1	S2	S1			
<b>Revenu disponible brut (RDB) (100 %)</b>	1,7	0,9	0,8	1,6	0,9	5,2	3,5	2,0
dont :								
Revenus d'activité (68 %)	1,9	0,9	-0,6	0,3	0,5	4,5	3,4	0,0
Masse salariale brute (58 %)	1,8	1,0	-0,5	0,4	0,5	4,4	3,3	0,2
EBE des entrepreneurs individuels (10 %)	2,7	-0,1	-1,0	-0,3	0,4	4,9	4,2	-1,2
Prestations sociales en espèces (30 %)	1,6	2,2	2,5	2,5	2,1	3,6	3,5	4,9
EBE des ménages purs (14 %)	1,8	1,4	0,8	1,6	1,6	8,1	4,3	2,3
Revenus de la propriété (10 %)	2,1	0,5	-0,8	1,1	2,3	3,9	3,2	0,0
Prélèvements sociaux et fiscaux (-23 %)	2,3	2,5	-1,8	-1,3	2,3	2,1	3,5	-1,2
Cotisations des salariés (-8 %)	0,7	0,6	-0,2	1,2	1,3	3,6	1,6	0,7
Cotisations des non-salariés (-2 %)	2,9	0,1	2,0	1,9	0,8	2,0	3,8	3,0
Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-13 %)	3,3	4,1	-3,2	-3,3	3,2	1,3	4,6	-2,9
Revenus hors impôts	1,9	1,3	0,3	1,0	1,2	4,7	3,6	1,5
<b>Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)</b>	1,7	0,6	-0,7	0,4	0,6	2,1	2,8	-0,2
<b>Pouvoir d'achat du RDB</b>	0,0	0,3	1,5	1,2	0,3	3,0	0,7	2,2

Prévision

Le tableau ci-dessus est en effet très explicite : le pouvoir d'achat des ménages – celui que les experts appellent communément «*le pouvoir d'achat du revenu disponible brut*» et qui sert le plus souvent de mesure officielle – n'a cessé ces dernières années de progresser. En hausse de 3% en 2007, il a certes fléchi à seulement +0,7% en 2008, quand la crise économique s'est creusée, mais ensuite, du fait de l'effondrement des prix pétroliers et donc du recul de l'inflation, il s'est, en apparence, formidablement comporté, affichant une hausse de +2,2% en 2009, au plus fort de la récession. Et ensuite, pour le premier semestre de 2010, la prévision de l'Insee table sur une hausse beaucoup plus modeste de seulement +0,3%, les effets de la désinflation s'étant épuisés.

En apparence, la tendance est donc spectaculaire : malgré la crise historique que la planète a traversée et qui a fait sentir son onde de choc sur la France, les Français semblent avoir été relativement épargnés. En tout cas, si le chômage s'est dramatiquement envolé, le pouvoir d'achat des ménages paraît avoir remarquablement résisté aux vents contraires.

## Les différentes mesures du pouvoir d'achat

Et pourtant non! C'est une illusion. En réalité, le pouvoir d'achat des ménages est en train de décrocher. Seulement voilà! La preuve, il faut savoir la chercher dans le maquis des chiffres de l'Insee. Rattaché au ministère des finances, mais jaloux de son indépendance, l'Insee – que Nicolas Sarkozy a souvent cherché à remettre au pas et qui fait l'objet actuellement d'un projet à peine déguisé de démembrement – a en effet le talent de présenter ses prévisions de manière diplomatique: les choses sont dites de telle sorte que Bercy ait des difficultés à s'en plaindre ; mais tout est dit. Parfois, il suffit seulement de chercher un peu...

Dans le cas du pouvoir d'achat des ménages, il ne faut donc pas s'arrêter au constat général que l'on vient d'examiner. Il faut aussi examiner avec attention un petit encadré, que l'Insee prend bien soin de publier dans chacune de ses publications, et qui est intitulé « *Différentes mesures du pouvoir d'achat* ». On y apprend que ce pouvoir d'achat du revenu disponible brut est le bon agrégat pour comprendre les évolutions macro-économiques du pays et calculer la croissance. Mais, lit-on, « *cette grandeur doit être corrigée si on souhaite mesurer le pouvoir d'achat moyen des Français, de manière à tenir compte à la fois de la croissance du nombre de ménages et l'évolution de leur composition* ». Dans ce cas, la bonne mesure, explique l'Insee, c'est le pouvoir d'achat dit par unité de consommation. C'est en quelque sorte, l'évolution du pouvoir d'achat, tel qu'il est réellement ressenti par les ménages.

Or, actuellement, la croissance du nombre d'unités de consommation est de l'ordre de 0,7% l'an. Pour mesurer le pouvoir d'achat par unité de consommation, il faut donc, à gros traits, diminuer d'autant les chiffres du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages. Autrement dit, le pouvoir d'achat par unité de consommation a été nul (0%) en 2008, puis il a progressé de +1,5% en 2009. Et pour le premier semestre, il devrait être très vraisemblablement négatif, même si l'Insee n'en donne pas la mesure.

En clair, l'année 2010 s'annonce sous de très sombres auspices. Certes, l'horizon de la prévision de l'Insee s'arrête à la fin du mois de juin. Les statisticiens n'arrêteront que dans les prochaines semaines leurs prévisions pour l'ensemble de l'année. Mais pour l'heure, la tendance est donc à un recul du pouvoir d'achat des ménages.

Or, dans l'histoire économique française, une telle régression du pouvoir d'achat par unité de consommation est une tendance rarissime. La Note de conjoncture ne le rappelle pas, mais on en trouve sans peine la confirmation sur le site Internet de l'institut. Il suffit de se rendre [sur cette page ici](#) ou de consulter le tableau, ci-dessous, qui en est extrait :

Intitulé	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Revenu disponible brut (RDB)	5,1	4,7	2,7	4,5	3,4	4,7	5,2	3,4
Pouvoir d'achat du RDB	3,4	3,6	0,8	2,6	1,6	2,6	3,1	0,6
Pouvoir d'achat du RDB par personne	2,7	2,8	0,2	1,9	0,8	1,9	2,5	0,1
Pouvoir d'achat du RDB par ménage	2,1	2,3	-0,4	1,3	0,2	1,1	1,7	-0,8
Pouvoir d'achat du RDB par UC	2,6	2,8	0,1	1,8	0,7	1,8	2,4	0,0
Consommation finale des ménages	4,3	3,3	4,0	4,5	4,5	4,5	4,5	3,8
Consommation effective des ménages	4,4	4,2	4,3	4,3	4,4	4,3	4,4	3,7
Taux d'épargne (en niveau)	15,8	16,9	15,8	15,8	14,9	15,1	15,6	15,3

Source : Comptes nationaux - Base 2000, Insee

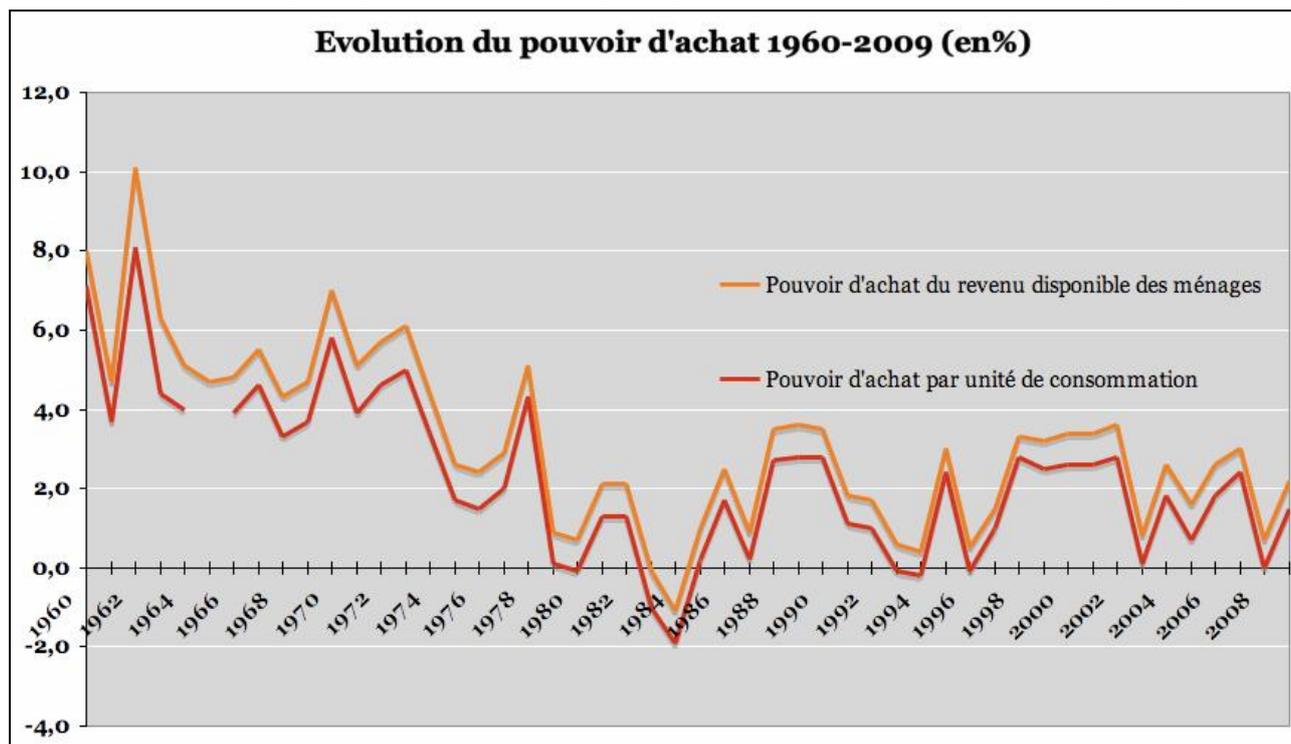
## Le partage inégal entre capital et travail

On constate au travers de ces chiffres que, depuis 2000, ce pouvoir d'achat par unité de consommation avait toujours progressé ou dans le pire des cas stagné en 2008. La baisse prévue pour le premier semestre de 2010 – en attendant de connaître la tendance pour l'ensemble de l'année – est donc la première de la décennie écoulée.

Mais en cherchant bien sur le site de l'Insee, on peut aussi trouver ce que les statisticiens appellent des « *séries longues* », c'est-à-dire une série statistique qui remonte bien avant l'année 2000. Il en existe ainsi une pour cet indicateur très précieux du pouvoir d'achat par unité de consommation, qui remonte jusqu'à 1960. On peut le consulter et le télécharger: [il est ici](#).

Or, ce que ce tableau révèle est évidemment très instructif. Les chiffres font apparaître que durant les Trente Glorieuses, sous l'effet d'un partage équilibré entre capital et travail, le pouvoir d'achat des ménages se porte globalement très avantageusement, au moins jusqu'au milieu des années 1970. Ensuite, sous le coup de la crise et d'une déformation du partage des richesses créées par les entreprises à l'avantage du capital et au détriment du travail, le pouvoir d'achat évolue de manière beaucoup plus contenue. Une évolution que va bien évidemment renforcer très fortement le tournant de la rigueur des années 1982-1983, initiée par la gauche et prolongée par la droite.

Mais malgré cette forte pression qui s'exerce sur le pouvoir d'achat, il reste que, depuis 1960, ce dernier n'a que très exceptionnellement baissé, comme l'illustre d'une autre manière le graphique ci-dessous réalisé par Mediapart sur la base des données de l'Insee. Cela n'a été le cas qu'à six reprises: sous l'effet du second choc pétrolier en 1980 (-0,1%); dans le prolongement du tournant de la rigueur en 1983 (-1%) et 1984 (-1,9%); lors de la récession de 1993 (-0,1%) et encore en 1994 (-0,2%); et enfin lors du trou d'air de 1996 (-0,1%).



### Record historique pour le chômage

Autrement dit, la tendance du premier semestre de 2010 est très inquiétante : elle vient confirmer que les Français sont en train de vivre l'une des pages économiques les plus sombres de l'histoire depuis l'après-guerre. D'autant plus sombre que le gouvernement a multiplié les mesures l'an dernier en faveur des entreprises dans le cadre de ses plans de relance mais n'a pris aucune mesure véritable de soutien à la demande ou aux ménages. Ce décrochage du pouvoir d'achat est donc la conséquence de la récession, mais aussi, au moins partiellement, d'une politique économique qui a choisi délibérément de privilégier « l'offre » au détriment de la « demande ». La hausse spectaculaire en perspective de presque 10% des tarifs du gaz vient confirmer ces craintes et donnera du relief au débat sur ce volet de la politique économique du gouvernement.

Cet indicateur n'est certes pas le seul qui soit inquiétant. Dans la même *Note de conjoncture*, on trouve ainsi la confirmation d'une rafale de mauvaises nouvelles. Elles sont résumées par un tableau qui figure à la page 15 du document.

### Chiffres-clés : la France et son environnement international

données çl-cvs (à l'exception des prix), moyennes trimestrielles ou annuelles, en %

	2008				2009				2010		2008	2009	acquis 2010
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>Environnement international</b>													
PIB des économies avancées	0,4	-0,1	-0,7	-1,8	-2,3	0,1	0,3	0,8	0,4	0,4	0,2	-3,5	1,6
PIB de la zone euro	0,8	-0,3	-0,4	-1,9	-2,5	-0,1	0,4	0,1	0,2	0,3	0,5	-4,0	0,7
Baril de Brent (en dollars)	97	122	115	55	45	59	68	75	75	75	97	62	75
Taux de change euro-dollar	1,5	1,6	1,5	1,3	1,3	1,4	1,4	1,5	1,4	1,4	1,5	1,4	1,4
Demande mondiale adressée à la France	1,5	-0,2	-0,2	-6,0	-9,8	-1,4	4,0	2,2	1,9	1,4	1,6	-12,9	6,3
<b>France</b>													
<b>Equilibre ressources-emplois</b>													
PIB	0,5	-0,4	-0,2	-1,5	-1,4	0,3	0,2	0,6	0,2	0,3	0,3	-2,2	1,0
Importations	1,5	-1,1	0,4	-4,0	-5,8	-2,6	0,3	3,3	0,8	0,5	0,6	-9,7	3,1
Dépenses de consommation des ménages	-0,2	0,1	0,3	0,0	0,2	0,3	0,1	0,9	0,1	-0,2	0,9	0,8	0,7
Dépenses de consommation des APU et des ISBLSM	0,3	0,3	0,6	0,4	0,1	0,6	0,6	0,7	0,4	0,5	1,3	1,7	1,8
FBCF totale	1,0	-1,5	-1,2	-2,6	-2,4	-1,0	-1,4	-1,2	-0,9	0,4	0,4	-6,9	-2,5
dont : ENF	2,1	-1,4	-0,6	-3,1	-3,4	-1,2	-1,0	-0,8	-0,4	0,6	2,4	-7,7	-1,3
Ménages	0,1	-1,4	-2,8	-2,5	-1,7	-1,6	-2,3	-2,7	-1,9	-0,4	-1,4	-8,1	-5,6
Exportations	2,3	-2,3	-0,4	-6,2	-7,3	0,5	1,8	0,5	1,2	1,1	-0,6	-11,2	3,4
Contributions (en point)													
Demande intérieure hors stocks	0,2	-0,2	0,0	-0,5	-0,4	0,1	-0,1	0,5	0,0	0,1	0,9	-0,6	0,4
Variations de stocks	0,1	0,1	0,0	-0,5	-0,7	-0,6	-0,1	0,9	0,1	0,0	-0,3	-1,4	0,6
Commerce extérieur	0,2	-0,3	-0,2	-0,5	-0,2	0,8	0,3	-0,7	0,1	0,1	-0,3	-0,2	0,0
<b>France</b>													
<b>Situation des ménages</b>													
Emploi total (variation en fin de trim.)	80	-55	-48	-112	-145	-96	-45	10	-42	-32	-135	-276	-
Salariés du secteur marchand non agricole	68	-65	-57	-120	-158	-99	-80	-20	-50	-31	-174	-358	-
Taux de chômage BIT France métropolitaine	7,2	7,3	7,4	7,8	8,6	9,1	9,1	9,6	9,7	9,8	7,8	9,6	-
Taux de chômage BIT France (y compris DOM)	7,5	7,6	7,8	8,2	9,0	9,5	9,5	10,0	10,1	10,2	8,2	10,0	-
Indice des prix à la consommation <sup>(1)</sup>	3,2	3,6	3,0	1,0	0,3	-0,5	-0,4	0,9	1,3	1,3	2,8	0,1	-
Inflation « sous-jacente » <sup>(2)</sup>	2,1	2,0	2,1	1,9	1,6	1,5	2,0	1,8	1,8	1,4	2,0	1,8	-
Pouvoir d'achat des ménages	0,0	-0,4	-0,1	1,1	0,4	1,1	0,6	0,2	0,1	0,3	0,7	2,2	1,0

Prévision

\* Glissement annuel sur le dernier mois du trimestre

Note de lecture : les volumes sont calculés aux prix de l'année précédente chaînés, données cvs-çl, moyennes trimestrielles ou annuelles, en %.

Source : Insee

On y apprend ainsi que la reprise est plus que mollassonne, avec une hausse du Produit Intérieur Brut qui devrait à peine dépasser +0,2% à +0,3% au cours des deux premiers trimestres de l'année 2010. Du même coup, il se confirme que les prévisions pour l'emploi et le chômage sont très défavorablement orientées. L'économie française continuerait ainsi de perdre 81.000 emplois au premier semestre 2010 (dans le secteur marchand). Et le taux de chômage, qui était de seulement 7,5% de la population active au début de 2008, atteindrait un record à 10,2% à la fin du prochain mois de juin.

En clair, la première onde de choc de la récession a d'abord été ressentie par les Français sous la forme d'une envolée dramatique du chômage. Mais voici que se profile pour le début de 2010 une seconde onde de choc, dont on avait beaucoup moins parlé, et que le gouvernement a choisi d'ignorer: une chute du pouvoir d'achat.